

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Mardi 11 février 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le onze février à dix-neuf heures, le conseil municipal de la commune du Val d'Hazey, légalement convoqué, s'est réuni à la mairie – salle du conseil, quartier d'Aubevoye, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Philippe COLLAS, Maire, et en présence de :

Messieurs BLONDEL, COULIBALY, DARTOIS, FERLONI, GRILLAT, JARRY, LEGENDRE, LEJEUNE, SAINTIER, THIERRY, THOREL,

Mesdames BRIATTE, CALVARIO, DANIEL, HERSANT, JORAND, PAIN, PAPI, PERRETO, PINSON, ROUSSEL, TRÉMOLLIÈRES

Absents excusés :

Madame CHALUPET
Madame NEVEU

Absents :

Monsieur BOUFELLE
Madame CHABANI
Monsieur LE GUELLEC
Monsieur LEVAIGNEUR
Madame MONOT
Madame PERRETO
Madame VAN ELSUE

Absents ayant donné pouvoir :

Madame CHALUPET à Madame BRIATTE
Madame NEVEU à Monsieur COLLAS

Secrétaire de séance :

Monsieur LEJEUNE

Date de la convocation :

4 février 2025

Nombre de conseillers :

En exercice	32
Présents	23
Pouvoirs	2
Votants	25

07-11-02-25 : AUTORISATION AU MAIRE D'ENGAGER, LIQUIDER ET MANDATER DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2025 – BUDGET PRINCIPAL



Monsieur le Maire rappelle les dispositions de l'article L1612-1 du code général des collectivités territoriales qui précise que dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section d'investissement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, seront inscrits au budget lors de son adoption.

Conformément aux termes de cet article L1612-1 du CGCT, le montant total des crédits ouverts au budget 2024 en investissement (hors emprunt) étaient de 5 582 194 €.

Aussi, le montant maximal des crédits pouvant être ouverts avant le vote du budget d'investissement 2025 est de 1 395 548 €.

Pour rappel, le Conseil Municipal a déjà délibéré le 10 Décembre 2024 sur une liste d'investissements à inscrire avant le vote du budget 2025 pour un montant de 165.750€.

Le rapporteur propose d'ouvrir les crédits supplémentaires pour les opérations suivantes :

Opérations	Article	N° programme	N° fonction	Crédits ouverts pour 2025
Réhabilitation thermique du logement de la poste	2313	126	551	18 000 €
Réhabilitation thermique bâtiment la poste	2313	120	020	18 000 €
Autolaveuse Gymnase St Fiacre	2158	/	321	4 200 €
Eclairage public Espace Culturel	21534	/	512	5 850 €
Géomètre pour division rue P et M CURIE	2111			1 300 €
Cloture rue P et M CURIE	2128			13 000 €
Tondeuse Espaces verts	2158			1 200 €
Total crédits supplémentaires du quart de l'investissement 2025				61 550 €
Quart de l'investissement déjà voté le 10/12/2024				165 750 €
Total				227 300 €

TOTAL = 227 300 €, inférieur au plafond maximum autorisé de 1 395 548 €.



Le Conseil Municipal,

Sur proposition du rapporteur,

Vu l'article L. 1612-1 du Code général des collectivités territoriales,

À l'unanimité

DÉCIDE d'engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement supplémentaires avant le vote du budget primitif 2025 telles que définies ci-dessus pour le budget principal de la Commune,

ACTE que cette délibération vient compléter celle déjà prise le 10 Décembre 2024 (délibération n°09-10-12-24) sur le même sujet,

S'ENGAGE à inscrire ces crédits au budget d'investissement 2025.

✓ Certifie le caractère exécutoire de cet acte
✓ Informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de 2 mois à compter de l'obtention du caractère exécutoire. Le Tribunal Administratif peut être saisi via l'application informatique « Télérécurse citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Fait à Le Val d'Hazey, le 11 février 2025

Le Maire,

Philippe COLLAS

